

CE MONDE QUI BOUGE**Surprises égyptiennes**

Après le raz-de-marée des Frères musulmans et des salafistes aux élections législatives de décembre 2011-janvier 2012, on pensait que l'affaire était réglée comme une montre suisse : l'Etat islamique n'était qu'une question de semaines, disons de mois, le temps d'opérer quelques réglages. Mais depuis la



Par Hassane Zerrouky

situation a évolué dans un sens que n'avaient pas prévu les islamistes. En effet, le 10 avril, lorsque la justice administrative a décidé de suspendre la commission chargée de rédiger le projet de Constitution, personne ne s'y attendait. Ladite commission, formée de 100 personnes désignées fin mars par le Parlement — 50 parlementaires et 50 non-parlementaires — est principalement composée de membres des Frères musulmans et de salafistes. Elle n'était donc pas représentative de l'échiquier politique égyptien puisque les partis démocrates et libéraux n'en faisaient pas partie. Mieux encore, même la prestigieuse institution islamique sunnite d'Al-Azhar et l'Eglise copte orthodoxe d'Égypte l'ont boycottée, tout comme la Cour suprême constitutionnelle qui a retiré son représentant en invoquant des «doutes et la confusion» sur sa formation. Nul besoin de dessin pour savoir par avance quel type de Constitution allait être concocté par une commission dominée par les «frères» et les salafistes, avant qu'ils la fassent adopter par un Parlement majoritairement islamiste. Pour l'heure, le processus constitutionnel a désormais peu de chance d'être bouclé avant le scrutin présidentiel, dont le premier tour est prévu les 23 et 24 mai prochains. Ce premier coup de semonce a été suivi d'un second. Quatre jours après, le 14 avril, la commission électorale invalidait dix candidats à la présidentielle, tout en leur donnant la possibilité de faire appel. Ce qu'ils ont fait. Parmi les recalés, l'ex-vice-président et ex-chef des services secrets, le général Omar Souleimane, l'ex-frère musulman Abdelmoneim Aboul Foutouh, le candidat officiel des Frères musulmans, Khairat al-Chater, le salafiste Hazem Abou Ismaïl, mais aussi le libéral Eyman Nour... Les motifs avancés pour invalider ces candidatures sont aussi divers que farfelus. Omar Souleimane a été disqualifié pour n'avoir pas recueilli les 15 000 signatures dans 15 gouvernorats requis. A Aboul Foutouh, Khairat al-Shater et Eyman Nour, il est reproché d'avoir fait de la prison, même si c'était sous le régime de Moubarak,.... Et à Hazem Abou Ismaïl d'avoir une mère de nationalité américaine ! Face à la décision de la justice égyptienne, les Frères musulmans ont réagi en deux temps. Le 13 avril, ils se sont livrés à une démonstration de force place Tahrir exigeant la mise à l'écart définitive de tous les responsables de l'ancien pouvoir à l'élection présidentielle. Le lendemain 14 avril, le Parlement, dominé par les «frères» et leurs alliés salafistes, a approuvé un amendement à la loi visant à interdire à tous les anciens du régime de Moubarak «d'exercer des droits politiques pendant dix ans» ! En fait, la raison de cette colère est ailleurs. Elle n'est pas sans rapport avec la publication d'un sondage qui donne le général Omar Souleimane en tête du premier tour de l'élection présidentielle (20% des voix), devançant l'ex-responsable des Frères musulmans Abdelmoneim Aboul Foutouh (12,4%), le candidat officiel des «frères», Khairat al-Chater, crédité de 3,2% et le salafiste Hazem Abou Ismaïl (11,7%) ! Tous les recalés ayant fait appel, la liste définitive des candidats à la présidentielle des 23 et 24 mai sera annoncée le 26 avril. En attendant, parant à toute éventualité, les Frères musulmans ont sorti de leur chapeau le nom de Mohamed Morsi, président du Parti de la liberté et de la justice (PLJ), la vitrine politique de la confrérie, pour remplacer si besoin est Khairat al-Chater. Derrière ces rebondissements dignes d'une série égyptienne, certains n'hésitent pas à voir la main de l'armée qui dirige le pays jusqu'au 1^{er} juillet, date à laquelle ils devraient passer la main aux civils. A ce stade, il reste à savoir si la suspension de la commission constituante et les invalidations de candidatures vont changer la donne politique. Ce qui est sûr, c'est qu'une bonne partie des Egyptiens commencent à se lasser : le tourisme, une des principales sources de devises, est en berne, la machine économique peine à démarrer et l'argent promis par les monarchies du Golfe reste un vœu pieux.

H. Z.

LE PARLEMENT EUROPÉEN (PE) BOUGE LES LIGNES CONCERNANT LE SAHARA OCCIDENTAL**La résolution de l'espoir**

Bruxelles confirme, encore une fois, l'inscription dans le marbre, le caractère intangible, constant du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination. Les eurodéputés, par la résolution d'hier, franchissent pourtant un nouveau pas. Ils dénoncent les violations des droits de l'Homme à l'intérieur du Sahara occupé. Et disent par qui. Et ciblent le Maroc. Important...

De notre bureau de Bruxelles,
Aziouz Mokhtari

Après le rappel par des mots pointus et un langage juridique précis, les euro-parlementaires, à une large majorité, ont relevé trois points essentiels dans le conflit sahraoui. Le premier a trait au droit des Sahraouis à manifester, se réunir, se rassembler, créer des associations, librement, à l'intérieur des territoires occupés par le Maroc.

C'est une avancée remarquable. L'Europe, d'habitude, même si elle soute-

nait par principe le droit des Sahraouis à l'autodétermination, se gardait bien de titiller le Maroc ou de l'identifier comme agresseur. La résolution d'hier, émise à partir de Strasbourg-Bruxelles, franchit le pas. C'est de bon augure. Le deuxième point positif à relever est le fait que les eurodéputés demandent la libération des détenus, plus de quatre-vingt, dans les prisons marocaines. Notamment ceux emprisonnés dans la sinistre Prison noire (Carcel Negra).

De fait, c'est la reconnaissance qu'il y a des prisonniers politiques au Sahara occidental. C'est un peu le prolongement du rapport du secrétaire général de l'ONU sur la question. Le troisième élément à extraire de la résolution est l'insistance du respect — par le Maroc — des droits de l'Homme au Sahara occidental.

Cette prise de position, courageuse, faut-il le rappeler, des eurodéputés est à lier aux recommandations très favorables aux Sahraouis que Ban-Ki moon, S.G de

l'Onu, présentera au Conseil de sécurité dans les prochains jours. Mohamed Sidati, ministre représentant le Polisario en Europe, s'est montré très satisfait à la connaissance de la Résolution du Parlement européen.

Dans une déclaration au *Soir d'Algérie*, le responsable sahraoui, visiblement ému et cachant mal sa satisfaction, estime que «quelque chose de très important se passe en faveur de notre peuple, en faveur des Sahraouis».

Pour rappel, signalons que l'Onu et, depuis hier, le Parlement européen demandent que la Minurso (Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental) élargisse ses prérogatives et englobe dans ses missions la défense des droits de l'Homme dans le territoire sahraoui, illégalement occupé par le Maroc et piétiné quotidiennement. La dernière colonie en Afrique entrevoit-elle la sortie du tunnel ? C'est à espérer.

A. M.

ORAN : UN AN APRÈS L'ASSASSINAT DE L'ENSEIGNANT ET MILITANT AHMED KERROUMI**Ses amis et camarades de lutte lui rendent hommage**

Un an déjà depuis la disparition, le 19 avril 2011, de l'enseignant et militant Ahmed Kerroumi et son assassinat plus tard, sa famille, ses ami(es) et ses camarades de lutte, pour le changement et la démocratie, lui rendent un hommage aujourd'hui jeudi, au niveau du lieu (siège de la LADH/Snapap) où il a accompli ses derniers jours de lutte au sein de la CNCD Oran.

Dans un communiqué rendu public à l'occasion de la première commémoration de la disparition d'Ahmed Kerroumi, le bureau du MDS à Oran évoque l'intelligence, la sagesse et le militantisme du défunt. «Une année déjà depuis que nous avons perdu,

à l'instar de sa famille, ses amis, ses collègues et ses frères de combat pour une Algérie moderne démocratique et sociale, le bon père de famille, l'être sociable, bon et généreux, l'homme de piété, d'honneur et de principes, l'ancien syndicaliste et

membre actif de la CNCD d'Oran, le militant de notre courant politique depuis le PAGS, l'intellectuel engagé qui était l'un des rares, ici à Oran, à savoir conjuguer la langue arabe au temps de la modernité et du progrès, l'universitaire et chercheur très prometteur qu'était notre camarade Ahmed Kerroumi.»

Tout en déplorant la lenteur avec laquelle est traitée l'affaire de l'assassinat de leur camarade, puisqu'après plusieurs mois d'enquête et d'instruction, les choses semblent

s'être figées devant la chambre d'accusation qui ne cesse de reporter, depuis près d'un mois, sa décision de renvoi de «l'affaire» vers le tribunal criminel ou bien l'orienter vers le magistrat instructeur pour complément d'information, ses amis (es) et camarades de lutte (MDS/CNCD Oran) exigent la vérité sur son horrible assassinat, son mobile, son ou ses auteurs et/ou commanditaires et que justice lui soit rendue.

Amel Bentolba

INITIÉE POUR CÉLÉBRER LE PRINTEMPS D'AVRIL 1980**Marche avortée des étudiants à Alger**

Le Comité national des étudiants démocrates amazighs s'est contenté d'un rassemblement devant la fac centrale et n'a pu tenir la marche prévue de la fac centrale au Palais du gouvernement. Les forces anti-émeute déployées en très grand nombre ont fait avorter l'initiative réduite, ainsi, à un rassemblement de près de trois heures.

M. Kebci – Alger (Le Soir) - Les étudiants, une centaine, venus principalement des universités de la capitale, mais aussi de Tizi-Ouzou, de Béjaïa, de Boumerdès et de Chlef étaient surpris de découvrir que leur lieu de rassemblement retenu pour célébrer le double anniversaire, celui du printemps noir de Kabylie d'il y a onze ans et celui du printemps amazigh remontant à 32 ans, à savoir l'entrée de la fac centrale et tous les environs, était déjà bouclé par un impressionnant dispositif de sécurité déployé aussi aux environs.

Aux environs de neuf heures, les hommes à l'uniforme bleu étaient déjà aux aguets à la place Audin et procédaient au filtrage des piétons invités à circuler et à ne pas rester debout sur les trottoirs. Peu après, deux étudiants, membres du CNEDA, sont interpellés pour ne retrouver leurs camarades que plus tard. Pris ainsi au dépourvu, les étu-

dants se dispersaient par groupe de deux mais c'était sans compter sur la «vigilance» des policiers qui ne tarderont pas à identifier les têtes de file des protestataires, une quinzaine, pour les encercler. Une stratégie de routine adoptée par le corps de sécurité pour étouffer toute velléité de contestation de rue, ces derniers temps, en mettant de la partie plus d'agents.

Ainsi, le restant ou le gros des étudiants qui étaient dans les parages, s'était vu inviter à circuler et à ne pas se regrouper, comme d'ailleurs le reste des piétons. Ce qui a provoqué bien des prises de bec entre agents de l'ordre et citoyens dont un grand nombre n'ont pas voulu obtempérer à l'ordre de circuler.

«Bon sang, nous n'avons même pas le droit d'être passifs», lancera un jeune au micro d'une chaîne de télévision allemande, présente sur les lieux, ne manquant pas l'occasion de relever le rétrécissement des libertés à l'aune d'un rendez-vous législatif que l'on présente pourtant comme une halte importante dans le processus démocratique.

Ce qui lui a valu des mots grossiers et une agression d'un agent de l'ordre avant qu'un autre n'intervienne pour calmer les esprits. Et à un autre jeune de reprendre : «C'est une démocratie de façade», lui qui ne voulait rien entendre de la part des policiers qui n'ont pas

cessé de l'inviter à circuler. «C'est mon droit le plus absolu de me tenir debout ici autant que je veux et si vous pensez que c'est là une infraction à la loi, embarquez-moi», leur lancera-t-il à la figure à maintes reprises. L'obstination de ce jeune en a encouragé d'autres qui jouaient à cache-cache avec les forces antiémeute qui craignaient que la situation ne dégénère. Surtout qu'au même moment, le groupuscule encerclé animait la scène avec une multitude de slogans. Tour à tour, «Ulac Ivot ulac», «Révissez l'histoire, l'Algérie n'est pas arabe», ou encore «tamazight langue officielle» et «Algérie libre et démocratique» étaient scandés à tue-tête par les jeunes étudiants, drapeau national et pancarte à l'effigie de l'insigne amazigh à la main.

De temps à autre, ils entonneront l'hymne national et des chants patriotiques comme pour signifier, comme le dira à haute voix l'un d'eux, leur attachement à l'unité nationale en droite ligne de leurs aînés qui ont proclamé le 1^{er} Novembre et ont élaboré la plate-forme de la Soummam. «Nous sommes les dignes héritiers des Abane, Ben M'hidi, Didouche et Amirouche», lancera la même voix.

Le rassemblement ne prendra fin que vers 12h30 avec le sentiment pour ces étudiants d'avoir réussi leur initiative, la première.

M. K.